



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

# Note d'orientation 2018

## Fonds pour le Développement de la Vie Associative - FDVA

Financement global de l'activité  
Développement de nouveaux services à la population

### Occitanie

**DATE LIMITE DE DEPOT du DOSSIER COMPLET :**

**09/09/2018**

**Par voie postale ou par courriel (à prioriser)**

- **à la DDCS-PP du siège de l'association pour les projets départementaux**
- **à la DRJSCS pour les projets inter-départementaux ou régionaux**

## Réglementation

Les associations sont un lieu d'engagement citoyen, de participation au débat public et sont un élément de cohésion sociale. Conscient de cet enjeu, l'Etat met en œuvre une politique destinée à soutenir le fonctionnement des associations de tous les secteurs, accompagner leurs projets à impact notable pour le territoire et contribuant à la consolidation du secteur associatif de ce territoire.

Cette politique s'appuie sur le *Fonds pour le Développement de la Vie Associative* (FDVA), anciennement CDVA, créé par le décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011, abrogé par le décret n°2018-460 du 8 juin 2018, à l'exception de son article 5.

**Le FDVA a pour objet de contribuer au développement de la vie associative en attribuant aux associations un soutien financier sous forme de subventions destinées :**

- **au financement global de l'activité d'une association**
- **ou à la mise en œuvre de projets ou d'activités qu'elle a créés dans le cadre du développement de nouveaux services à la population.**

La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) est chargée de la mise en œuvre de ce programme avec le concours des Directions Départementales de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCS et DDCS-PP) de la région Occitanie.

L'octroi des subventions relève du Préfet de région, après avis de la Commission Régionale Consultative (CRC) et avis des collèges départementaux.

## Critères généraux d'éligibilité

Pour être éligible, l'association doit pouvoir justifier des conditions suivantes :

- être régulièrement déclarée
- avoir un objet d'intérêt général
- avoir un fonctionnement démocratique
- réunir régulièrement ses instances statutaires et veiller au renouvellement de ces dernières
- avoir une gestion financière transparente
- respecter la liberté de conscience
- avoir produit les bilans qualitatif et financier des actions si l'association a bénéficié d'une subvention FDVA en 2017
- avoir le siège social et /ou l'établissement secondaire en région Occitanie
- mener son action dans la région Occitanie
- Ne pas proposer d'actions à visée communautaire ou sectaire

associations éligibles	associations non éligibles
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ une association, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège social dans la région Occitanie</li><li>▪ associations de tout secteur, sans condition d'agrément</li><li>▪ associations organisant des actions d'intérêt général</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ les associations qui seraient identifiées comme culturelles, para-administratives ou recevant des financements de partis politiques</li><li>▪ les associations spécifiques qui défendent un secteur professionnel et essentiellement les intérêts communs d'un public adhérent.</li></ul>

## Les actions éligibles

- 1) Financement global de l'activité d'une association : un financement peut être apporté au fonctionnement global d'une association.

Sera plus particulièrement soutenue :

- Une association dont l'action concourt au dynamisme de la vie locale, à la consolidation de la vie associative locale, et à la création de richesses sociales ou économiques durables à l'impact notable pour le territoire, notamment ceux ruraux, moins peuplés ou plus enclavés géographiquement ;
- Une association qui démontre une capacité à mobiliser et rassembler une participation citoyenne significative par rapport au territoire, notamment de bénévoles réguliers, a fortiori si cette participation reflète une mixité sociale et inclut des personnes ayant moins d'opportunités.

- 2) Un financement peut être apporté à un nouveau projet ou activité en cohérence avec l'objet de l'association et qui concourt au développement, à la consolidation, à la structuration de la diversité de la vie associative locale.

Sera plus particulièrement soutenu, pour son amorçage, sa pérennisation ou son développement :

- Un projet associatif ou inter-associatif dont l'action concourt au dynamisme de la vie locale, à la participation citoyenne et à la création de richesses sociales ou économiques durables à l'impact notable pour le territoire, notamment ceux ruraux, moins peuplés, ou plus enclavés géographiquement ;
- Un projet associatif ou inter-associatif qui démontre une capacité à mobiliser, dans le territoire, une large participation de bénévoles notamment réguliers, de volontaires, de citoyens dont des personnes ayant moins d'opportunités ou en situation de fragilité le cas échéant ;
- Un projet associatif ou inter-associatif qui concourt à développer une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles, sans cantonner l'appui à un secteur associatif exclusivement ou aux membres de l'association ou des associations qui portent le projet : création et mise à disposition d'outils, mise en place d'espaces de rencontres et d'information, maillage de lieux ressources sur le territoire, coopération inter-associative, etc.
- Un projet associatif ou inter-associatif innovant et structurant à impact prospectif apportant, pour le territoire, une innovation sociale, environnementale ou sociétale en réponse à des besoins non couverts, une innovation économique (en termes de modèle économique ou de services non satisfaits), une évolution innovante de la gouvernance.

Des actions régionales ou interdépartementales peuvent être présentées en fonction de leur qualité et de leur impact pour la vie associative locale. Elles sont déposées auprès de la DDCS-PP où est établi le siège de l'association ou, le cas échéant, auprès de la DRJSCS dans le cas d'une enveloppe dédiée.

La qualité du projet présenté constituera un élément d'appréciation prioritaire d'une demande de subvention. La demande devra donc être étayée et justifier le besoin particulier d'un financement.

Une attention particulière sera portée :

- aux projets des associations pas ou faiblement employeurs (2 salariés à Temps Plein)
- aux associations impliquées dans les zones « fragilisées » (quartiers prioritaires politique de la ville, zones de revitalisation rurale).

## Les actions non éligibles

- Les actions de formation qui relèvent du FDVA formation de bénévoles
- Les études (qui sont soutenues au niveau national).
- Ces subventions de fonctionnement ne sont pas des subventions d'investissement. Elles ne peuvent donc se limiter à l'acquisition de biens amortissables.

## Déroulement des actions

- les actions doivent être engagées et réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2018. Si le calendrier prévu ne peut être respecté, un report peut être autorisé **dès lors qu'il est demandé par écrit avant le 30 novembre 2018**
- dans le cas où plusieurs actions sont présentées, le porteur de projet est invité à hiérarchiser ces dernières en les saisissant par ordre de priorité.

## Modalités financières

Le montant de la subvention sera compris entre 1 500\* et 15 000 €.

\* Ce montant pourra être ramené à 1 000€ pour les associations impliquées dans les zones « fragilisées » (quartiers prioritaires politique de la ville, zones de revitalisation rurale).

Les demandes non comprises dans cette fourchette seront rejetées.

Des sources de financement complémentaires pourront provenir d'autres ministères, de collectivités territoriales, d'autres organismes financeurs potentiels (organismes privés), de l'association elle-même ainsi.

Le total des aides publiques (FDVA compris) ne pourra excéder 80 % du coût total de la demande de subvention.

La part financée par l'association, soit au minimum 20 % du coût total de l'action, peut comprendre la valorisation des temps de bénévolat.

Dans le cas où le total des fonds publics, FDVA compris, excède 80 % du coût global de l'action (hors valorisation du bénévolat), le montant de l'aide du FDVA sera automatiquement écrêté.

La partie restant à charge (20 % au moins) doit donc provenir de ressources propres ou internes de l'association ou de financements externes, mais privés, dons de particuliers (y compris en nature) et partenariats avec des entreprises (mécénat financier ou de compétences par exemple).

Le budget prévisionnel de chaque action doit être équilibré.

Tous dossiers qui ne respecteraient pas ces modalités seront rejetés.

**Il est rappelé qu'une subvention est par nature discrétionnaire. Il appartient à l'administration d'apprécier la recevabilité et la pertinence des justifications apportées.**

## Constitution de la demande de subvention

### PIECES A JOINDRE AU DOSSIER

- Le Cerfa n°12156\*05 de demande de subvention
- **RIB : les coordonnées indiquées sur le RIB (nom de l'association, adresse) doivent être identiques à celles enregistrées auprès de l'INSEE (SIRET)**
- Les statuts à jour de l'association
- La liste à jour des personnes chargées de l'administration de l'association
- Le budget prévisionnel 2018 de l'association
- Le rapport d'activité 2017 approuvé
- Les comptes annuels 2017 approuvés et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes
- Le pouvoir donné au signataire du dossier, si ce dernier n'est pas le représentant légal (président) de l'association

**ATTENTION : LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS EXAMINÉS**

## Modalités pratiques

### TRANSMISSION DU DOSSIER

**Par voie postale ou par courriel (à prioriser)**

- **à la DDCS-PP du siège/établissement secondaire de l'association pour les projets départementaux**
- **à la DRJSCS pour les projets inter-départementaux ou régionaux**

**date limite de dépôt : 09/09/2018**

**ATTENTION :  
LES DOSSIERS HORS DELAIS NE SERONT PAS EXAMINÉS**

## Adresses postales et contacts des services des DDCS/PP et de la DRJSCS

### **ARIEGE**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Ariège  
9 rue du Lt Paul Delpech - BP 130 - 09003 FOIX CEDEX

Correspondante FDVA : Catherine SENE / [ddcspp@ariego.gouv.fr](mailto:ddcspp@ariego.gouv.fr) / 06 79 74 34 08  
ou 05 61 02 43 00 ou 05 61 02 43 78

### **AUDE**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Aude  
11, Cité Administrative - Place Gaston Jourdanne - 11807 CARCASSONNE CEDEX

Correspondant FDVA : Erick LENGUIN / [ddcspp-js@aude.gouv.fr](mailto:ddcspp-js@aude.gouv.fr) / 04 34 42 90 53

### **AVEYRON**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Aveyron  
ZAC de Bouran - 9 rue de Bruxelles -BP 3370 - 12033 RODEZ CEDEX 9

Correspondant FDVA : Laurence COLLAS / [ddcspp-vie-associative@aveyron.gouv.fr](mailto:ddcspp-vie-associative@aveyron.gouv.fr)  
Secrétariat : Cathy BREFUEL 05 65 73 52 45

### **GARD**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Gard

Mas de l'Agriculture, 1120 route de Saint Gilles - BP 3908- 30972 NIMES CEDEX 9

Secrétariat : Yamina BELIOUTE / [ddcs-pole-jsva@gard.gouv.fr](mailto:ddcs-pole-jsva@gard.gouv.fr) / 04 30 08 61 58

### **GERS**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Gers  
Cité Administrative - Place de l'ancien foirail - 32020 AUCH CEDEX 9

Correspondante FDVA : Nadine CANTON / [ddcspp-js@gers.gouv.fr](mailto:ddcspp-js@gers.gouv.fr) / 06 01 36 26 41

### **HAUTE-GARONNE**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Haute-Garonne

1 place Saint-Etienne – CS 38 521 - 31685 TOULOUSE CEDEX 6

Correspondant FDVA : Jean-Paul LOUBEYRES / [ddcs-jsva@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddcs-jsva@haute-garonne.gouv.fr)  
05 34 45 37 71

### **HAUTES-PYRENEES**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Hautes-Pyrénées  
Cité Administrative Reffye - Rue de l'Amiral Courbet - BP 41740 - 65017 TARBES CEDEX

Contact correspondant FDVA : Colombe PELLE / [colombe.pelle@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:colombe.pelle@hautes-pyrenees.gouv.fr) - Claudie ROZE /  
[claudie.roze@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:claudie.roze@hautes-pyrenees.gouv.fr)

Secrétariat : [ddcspp-jsva@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:ddcspp-jsva@hautes-pyrenees.gouv.fr) / 05 62 46 42 33

### **HERAULT**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault

34, Rue Serge Lifar - CS 97378 - 34184 MONTPELLIER CEDEX 4

Correspondant FDVA : Landry RAFIN / [ddcs-associations@herault.gouv.fr](mailto:ddcs-associations@herault.gouv.fr) / 04 67 41 72 64

Secrétariat : Stéphanie VADAINÉ / 04 67 41 72 15

**LOT**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Lot  
Cité Sociale - 304 rue Victor Hugo – CS308 - 46004 CAHORS CEDEX 9  
Correspondant FDVA : Lionel BOURDELOIS / [ddcspp@lot.gouv.fr](mailto:ddcspp@lot.gouv.fr) / 06 82 49 77 41

**LOZERE**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Lozère  
48, Cité administrative - 9, rue des Carmes, BP 134 - 48005 MENDE Cedex  
Correspondante FDVA : Maryline NOUCHI / [fdva-ddcspp@lozere.gouv.fr](mailto:fdva-ddcspp@lozere.gouv.fr) / 04 30 11 10 15

**PYRENEES-ORIENTALES**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale des Pyrénées-Orientales  
16 Bis Cours Lazare Escarguel - 66000 PERPIGNAN  
Correspondant FDVA : Jean-Pierre CHAUSSIER / [ddcs@pyrenees-orientales.gouv.fr](mailto:ddcs@pyrenees-orientales.gouv.fr)  
04 68 35 73 03

**TARN**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Tarn  
Cité Administrative - 18 avenue Maréchal Joffre - 81013 ALBI  
Correspondante FDVA : Léna CLEMENT / secrétariat : Sandrine GAYRAUD  
Contact : [ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr](mailto:ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr)

**TARN-ET-GARONNE**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Tarn-et-Garonne  
140 avenue Marcel Unal - BP 730 - 82013 MONTAUBAN  
Correspondant FDVA : Pierre FAUVEAU / [ddcspp-jsva@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:ddcspp-jsva@tarn-et-garonne.gouv.fr) / 05 63 21 18 70

**Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Occitanie (DRJSCS OCCITANIE),**

Pôle Cohésion Sociale - Jeunesse - Site de Montpellier  
3 Avenue Charles Flahault - 34094 MONTPELLIER CEDEX 5  
Correspondante régionale FDVA : Martine ROUCHE  
Secrétariat : Yasmina MAHI-MOUSSA / 04 67 10 14 14

**Pour nous contacter :** [DRJSCS-LRMP-FDVA@drjscs.gouv.fr](mailto:DRJSCS-LRMP-FDVA@drjscs.gouv.fr)





## Fonds pour le Développement de la Vie Associative - FDVA

Financement global de l'activité  
Développement de nouveaux services à la population

### Annexe de la note régionale Occitanie Priorités du département du Tarn

Le département du Tarn est un territoire contrasté, composé à la fois de zones rurales (60% des communes classées en zone de revitalisation rurale), et de zones urbaines (cinq territoires en contrat de ville, soit 11 quartiers prioritaires).

La vie associative y est très dynamique : on compte entre 9000 et 10 000 associations de toutes tailles, actives dans tous les domaines de la société. Le nombre de création d'associations y est supérieur à la moyenne nationale, avec plus de 13 nouvelles associations pour 10 000 habitants en 2016-2017.

Afin de pouvoir aider l'ensemble des associations du territoire tarnais, et notamment les associations de moins de 2 salariés, une attention particulière sera portée :

- aux projets des associations qui offrent un appui et un accompagnement à toutes les associations locales et à leurs bénévoles ;
- aux projets des associations favorisant les coopérations et mutualisations entre associations, y compris intersectorielles ;
- à la diversité (géographique et sectorielle) des projets associatifs retenus.

**Les dossiers de demande de subvention, et toutes les pièces jointes, devront être envoyés par mail à l'adresse : [ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr](mailto:ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr) en utilisant le service en ligne melanissimo : <https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>**

**Le service « sports, jeunesse et vie associative » de la DDCSPP du Tarn est à votre disposition pour vous informer et vous accompagner**

Permanence en juillet : Léna CLEMENT - 05.81.27.53.66 – 07.50.68.06.27

Permanence en août : Sandrine GAYRAUD – 05.63.45.62.46

Par mail : [ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr](mailto:ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr)

## PROCEDURE D'ENVOI VIA MELANISSIMO

### 1 – Préparer les documents nécessaires

Avant de vous lancer dans la démarche de dépôt de dossier, merci de vérifier que vous possédez sur votre ordinateur les documents suivants :

#### Documents à joindre à votre demande :

- Le CERFA n°12156\*05 rempli et signé ;
- Le RIB de l'association ;
- Les statuts à jour de l'association ;
- La liste des personnes chargées de l'administration de l'association ;
- Le budget prévisionnel 2018 ;
- Le rapport d'activité 2017 approuvé ;
- Le compte de résultat et bilan financier 2017, approuvés ;
- Le pouvoir donné au signataire du dossier, si ce dernier n'est pas le président de l'association.

### 2 – Envoyer les documents via Melanissimo

#### Première étape : Se rendre sur Melanissimo

Connectez-vous sur le site suivant : <https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>

The screenshot shows the 'Écrire un message' page on the Melanissimo website. It includes a title bar, a sub-header 'Présentation du service en ligne "Melanissimo"', and several paragraphs of text explaining the service. Below the text is a form with a field for 'Votre adresse électronique', a 'Code de sécurité' section displaying the characters 'P 9 E P 1', a 'Recopier le code' field with a blue arrow button, and a 'Valider' button. At the bottom left, there is an 'Annuler' button.



1 : Écrivez votre adresse électronique.



2 : Recopiez le code écrit plus haut et cliquez sur « valider ». Si vous avez des difficultés à lire le code, cliquez sur la flèche bleue, qui déclenchera une lecture audio.

## Deuxième étape : Se rendre sur votre boîte mail

Une fois cliqué sur « valider », rendez-vous sur votre boîte mail. Vous devriez avoir reçu un mail de « Robot Mélanissimo - SG/SPSSI/PSI2 ». Si vous ne voyez pas le mail, essayez de consulter votre dossier « SPAM ».

Dans ce mail, vous devriez avoir les informations suivantes :

*Ce message vous a été envoyé par l'application Mélanissimo.*

*Pour envoyer un message vous devez suivre le lien ci-dessous et saisir la clé suivante dans le formulaire de création du message :*

ebc637a0

<https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/internets.jsf?dext=422A09A70BD759D65EE0E5E49109C17D>

**Attention : ce lien est à usage unique et ne peut être réutilisé pour l'envoi d'un autre message.**

Si le lien n'est pas cliquable, copiez le dans la barre d'adresse de votre navigateur Web pour accéder aux fichiers.



**Important : ce code sera utilisé pour l'étape d'après**

1 : Cliquez sur le lien pour passer à la prochaine étape

## Troisième étape : Continuer sur « Melanissimo » grâce au lien ci-dessus

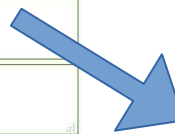
De retour sur Melanissimo, vous arrivez sur la page d'envoi :

Écrire un message

Nom:	<input type="text"/>
Prénom:	<input type="text"/>
Votre adresse électronique:	ben.roques@free.fr
Recopiez la clé que vous avez reçue	<input type="text"/>
Les adresses électroniques doivent être séparées par un point-virgule (;).	
A:	<input type="text"/>
Cc:	<input type="text"/>
Cci:	<input type="text"/>
Sujet:	<input type="text"/>
Texte:	<input type="text"/>

Choix de la langue

Allemand  Anglais  Espagnol  Français



1 : Dans les case « nom » et « prénom », merci d'inscrire le nom du déposant

2 : Ici, recopiez la clé que vous avez obtenue à l'étape précédente, dans votre boîte mail

3 : Dans la case « A » indiquez l'adresse: **ddcspp-vieassociative@tarn.gouv.fr**

4 : Dans le sujet, merci d'inscrire : FDVA2 – « nom de votre association ».

Dans la case « texte », vous pouvez laisser au service instructeur un petit message.

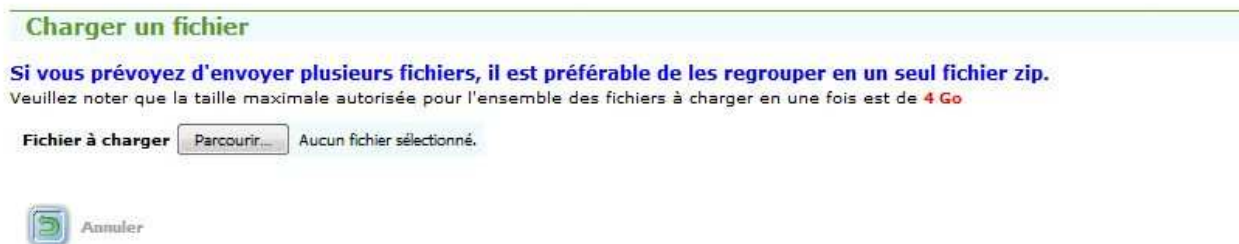
## Quatrième étape : Charger vos documents

Sur la même page, cliquez sur le texte « joindre un fichier »



1 : Cliquez sur « joindre un fichier »

Vous arrivez sur la page de chargement des documents :



Il faut ainsi cliquer sur « parcourir » et sélectionner tous les fichiers nécessaires à votre demande.

Une fois tous les documents mis, le bouton « charger » apparaît. Après avoir cliqué dessus et une fois les documents bien mis en ligne, vous retournez sur la page de l'étape 3.

Après avoir vérifié soigneusement toutes les informations, vous pouvez cliquer sur : « envoyer ! »



À l'issue de cette période de validité du message, vous recevrez automatiquement un récapitulatif de consultation de votre message et du téléchargement des pièces jointes par le service instructeur de la DDCSPP.